

DIAL 2471

AMÉRIQUE CENTRALE - Les États-Unis tentent de contrôler les flux migratoires à partir de l'Amérique centrale

Paul Jeffrey

mardi 15 mai 2001, mis en ligne par [Dial](#)

Les États-Unis cherchent à contrôler le fort courant migratoire qui part d'Amérique latine pour se diriger vers leur propre territoire. En Amérique centrale, ils payent des agents des services locaux d'immigration pour arrêter et déporter les migrants, ce qui leur revient moins cher que de le faire à partir des États-Unis. Le Honduras est un point névralgique dans cette tentative d'interrompre le flux des migrants. Article de Paul Jeffrey, Tegucigalpa (Honduras), paru dans Noticias Aliadas, 5 février 2001.

À des milliers de kilomètres de son Inde natale, une nuit encore, Krushnakeint s'accroupit sur le sol froid. Pendant 4 mois cet homme de 20 ans a partagé une cellule dans le vieux pénitencier central de Tegucigalpa avec trois autres Indiens. Deux Chinois mélancoliques dorment à côté. Ils communiquent peu entre eux, car ils ne parlent pas la même langue. Ce qu'ils partagent, c'est le rêve d'arriver aux États Unis, mais leur tentative s'est brusquement achevée en Amérique centrale.

Ces hommes, avec des milliers de Latino-Américains, sont arrêtés par des agents locaux de l'immigration payés par le Service de l'immigration et naturalisation des États-Unis (INS, sigle en anglais). C'est une mesure qui permet bien des économies. Arrêter des migrants ici [en Amérique centrale] où les garanties légales sont insignifiantes et la surveillance moins sévère, puis les déporter, coûte à l'INS un tiers ou même moins que de le faire depuis les États-Unis.

« Les économies sont énormes » affirme Joe Banda, agent spécial de l'INS à l'ambassade des États-Unis à Tegucigalpa ; il ajoute que le coût moyen pour arrêter et déporter un migrant depuis le Honduras est de quelque 3.000 dollars.

Arrêter des migrants est l'objectif de l'Opération Interruption (Operation Disrupt), campagne qui a commencé en Amérique latine en 1995. Au cours d'opérations occasionnelles où parfois plusieurs pays sont impliqués simultanément, des agents de l'INS accompagnent des agents locaux de l'immigration aux points de passage des frontières, aux postes de contrôle des routes, aux maisons de rétention, aux hôtels et aéroports, pour les aider à reconnaître les voyageurs suspects. L'INS finance l'équipement et les heures de travail supplémentaires nécessaires à tous ces déplacements. Il assure aussi le coût de l'alimentation des migrants et celui des billets de retour.

Mais quelquefois l'argent tarde à arriver. Quand l'inspecteur de l'immigration hondurien, Antonio Martínez, va au pénitencier, il amène du riz, cuit d'une manière spéciale pour les Indiens végétariens et pour les Chinois. Il dit que les agents locaux de l'immigration payent la nourriture de leur propre poche. « L'ambassade des États-Unis doit payer la nourriture des migrants, mais les paiements sont toujours en retard », affirme Martínez.

Le Honduras a été un point névralgique dans la tentative d'interrompre le flux de migrants, depuis que le Nicaragua voisin a élargi sa politique de visa pratiquement à tous ceux qui entrent dans le pays et peuvent en payer le coût. Beaucoup d'Africains, d'Asiatiques et de Latino-Américains entrent au Nicaragua légalement : ensuite commence le voyage vers les États-Unis à travers le Honduras, le Guatemala et le Mexique.

Des habitants du Ghana, du Niger, du Pakistan et de la Gambie ont été arrêtés au Honduras au cours de ces derniers mois.

Depuis juin dernier, quand le Nicaragua a ajouté les Péruviens et les Équatoriens à la liste de ceux qui peuvent obtenir un visa seulement en le demandant, des fonctionnaires de l'immigration ont dit que ces deux nationalités faisaient partie de la masse des migrants qui se dirigent vers les États-Unis à travers l'Amérique centrale.

Un Péruvien capturé dans un coup de filet est revenu dans son pays en novembre après avoir passé deux semaines au pénitencier. Juan Manuel Cueva a dit que lui et son épouse avaient reçu des visas légaux au Nicaragua, qu'ils avaient payé ensuite 50 dollars par personne à un coyote (passeur) pour passer à cheval la frontière avec le Honduras dans une zone isolée. À Choluteca, ils montèrent dans un bus qui fut fouillé par des agents de l'immigration. Non seulement il n'avait pas d'autorisation pour séjourner au Honduras, mais, dit Cueva, son accent l'a trahi.

Cueva déclara qu'ils seraient morts de faim pendant leur détention à Choluteca si une religieuse catholique ne leur avait pas donné à manger. L'année dernière les autorités honduriennes avaient budgété moins de 0,02 dollar pour l'alimentation par jour et par détenu, selon les défenseurs des droits humains. Cueva fut transféré au pénitencier de Tegucigalpa. « Ils nous traitent comme si nous étions des criminels de droit commun, bien que nous ne soyons ni des voleurs ni des narcotrafiquants, ni des assassins », dit-il. « Nous, les migrants, nous dormons tous ensemble la nuit, mais avec les yeux ouverts. »

L'INS a présenté l'Opération Interruption comme un effort pour arrêter les coyotes. Mais les observateurs disent que la majorité des personnes arrêtées sont de simples migrants. Au cours de la huitième rafle de l'Opération Interruption, appelée Opération Coyote 2000, qui a duré 3 semaines en septembre et octobre, des agents de l'INS et des fonctionnaires locaux ont arrêté quelque 3500 migrants au Belize, Mexique, Guatemala, El Salvador, Panama et Honduras, mais seulement 38 passeurs.

José León Castillo, considéré comme un coyote, a protesté parce qu'il avait été arrêté au Guatemala : il allait être renvoyé au Honduras par l'INS, mais l'avion détourna sa route et atterrit à Los Angeles, en Californie où Castillo fut arrêté et emprisonné.

Au Honduras, selon Banda, 317 migrants furent capturés et déportés, alors que seulement 5 ou 6 coyotes furent arrêtés. Banda dit que les campagnes planifiées pour cette année seront davantage centrées sur l'arrestation des coyotes. D'ailleurs les dernières rafles ont réduit leur activité, a-t-il affirmé. Les migrants « reçoivent un appui au Nicaragua et les passeurs ont beaucoup de mal à leur faire traverser la région » a précisé Banda.

Selon une avocate des droits humains qui surveille la situation des migrants arrêtés au Honduras, les coups de filet de l'Opération Interruption ont peu à voir avec les coyotes. « Cette opération a été conçue pour arrêter les migrants qui se dirigent vers le Nord et rien d'autre », dit Maureen Zamora, coordinatrice du programme pour les réfugiés et les migrants du Centre de recherche et de promotion des droits humains. Zamora dit que la police hondurienne paie les coyotes pour qu'ils dénoncent les migrants qu'ils transportent. « Les coyotes s'enrichissent et les migrants vont en prison », précise-t-elle. Les rafles au Honduras et en El Salvador ont obligé beaucoup de migrants à emprunter un itinéraire beaucoup plus dangereux en canots le long de la côte du Pacifique, selon Jorge Estrada, directeur de Mobilité humaine de Caritas Nicaragua, agence de l'Église catholique.

Zamora soutient que l'empressement à capturer des personnes et à les déporter a généré des abus. Elle a cité le cas d'un Colombien qui, l'année dernière, est entré au Honduras par le Nicaragua. Il n'avait pas de

visa pour le Honduras, mais par contre il en avait un pour le Mexique et il a argumenté qu'il se rendait vers ce pays. Malgré ses protestations, l'ambassade des États-Unis a gardé son passeport, dit Zamora. L'ambassade a payé son retour en Colombie après trois semaines, mais n'a rendu le passeport aux fonctionnaires honduriens que sept semaines après sa détention.

« Si quelqu'un a un visa pour un pays voisin des États-Unis, ils (les diplomates des États-Unis) lui prennent ses papiers et le renvoient dans son pays d'origine », assure Zamora.

Malgré les efforts de l'INS, le flux migratoire a augmenté dans les derniers mois, atteignant le chiffre le plus haut depuis la fin des années 80, quand l'hyperinflation et les conflits armés provoquèrent l'exode de centaines de milliers de Latino-Américains. Beaucoup viennent d'Amérique du Sud. Au consulat des États-Unis, à Bogota, il n'est plus possible d'obtenir un rendez-vous pour déposer des demandes de visa jusqu'en mars 2002. Les experts en migration signalent qu'en Équateur quelque 500 000 personnes - presque 4 % de la population - ont quitté le pays dans les 2 dernières années. En Amérique centrale, le flux permanent de migrants économiques s'est converti en torrent après le passage de l'ouragan Mitch en 1998.

Banda dit que des signes évidents montrent que le trafic de migrants à travers le Honduras a doublé ou triplé depuis l'ouragan Mitch. Mais tant que les conditions économiques en Amérique latine ne s'amélioreront pas, une foule de personnes continuera à se diriger vers le Nord.

« Nous finirons par arriver aux États-Unis, tôt ou tard », a indiqué Cueva pendant qu'on le sortait de prison pour le mettre dans un avion qui le renvoyait à Lima. « Nous ne pouvons pas survivre au Pérou. »

- **Dial - Diffusion de l'information sur l'Amérique latine - D 2471.**

- Traduction Dial.

- Source (espagnol) : *Noticias Aliadas*, février 2001.

En cas de reproduction, mentionner au moins l'auteur, la source française (Dial - <http://www.dial-infos.org>) et l'adresse internet de l'article.